PREMIERE CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

du 14 juin 1981



Les 14 et 21 juin prochains vous êtes appelés à renouveler l'Assemblée Nationale. Le Président de la République l'a décidé pour vous permettre **d'élire une majorité de députés désireux d'appuyer son action** et de faire aboutir les options qu'il a soutenues et fait triompher devant vous.

Par votre vote du dix mai dernier vous avez condamné, à la fois, **la pratique antérieure de nos institutions et l'échec de la politique économique et sociale.** Il nous appartiendra dans ces deux domaines de redresser la situation et de mettre en œuvre le changement.

I - Les institutions

— Nous devrons retrouver un **meilleur équilibre des pouvoirs** entre le Président, le Gouvernement et le Parlement, dans le respect de la lettre de la Constitution.

— Nous devrons nous engager dans une **authentique décentralisation,** en menant à son terme l'autonomie des départements et des communes et en faisant de la Région, démocratiquement gérée, le levier efficace de l'aménagement du territoire. Il n'y aura pas dépérissement de l'Etat: il se consacrera désormais aux seules tâches qui lui incombent.

— Nous devrons assurer **l'indépendance de la magistrature** pour avoir une justice forte et réconciliée avec l'opinion.

— Nous devrons généraliser la **pratique de la concertation** à tous les niveaux, avec les forces vives du pays, syndicales, professionnelles ou associatives.

II - La vie économique et sociale

— Le **développement de l'emploi** et la **réduction des inégalités** sont les deux tâches urgentes et prioritaires.

Déjà les **premières mesures sociales** (SMIC, allocations familiales, minimum vieillesse, handicapés...) témoignent d'une volonté d'action qui apporte du mieux être aux plus démunis.

— **Relancer l'économie** est la condition de la réussite, car on ne bâtit le social que sur l'expansion. Nous y parviendrons par une relance de la **consommation, des investissements productifs** et **des grands équipements publics.** Les nationalisations projetées permettront dans le cadre d'une **planification démocratique** et volontaire, de faire du secteur public le moteur de cet effort et de disposer de la maîtrise du crédit pour y parvenir.

Celle-ci permettra, en particulier, d'allouer des prêts bonifiés et sélectifs **aux petites et moyennes entreprises** (commerce et artisanat) en faveur desquelles également sera promulguée une réforme fiscale.

— Cette politique cohérente se traduira notamment par **la création d'emplois publics** (santé, P.T.T., enseignement...), **la diversification de nos sources d'énergie,** un effort dans le domaine de la **recherche,** l'aménagement d'**une politique agricole** à base de prix stables et garantis, en particulier dans le domaine des productions de l'Europe méridionale et de l'élevage, l'amélioration du **logement social, la reconquête du marché intérieur.**

Cette politique exigera de la **rigueur et de l'effort.**

— La facilité serait mortelle pour la gauche et compromettrait ses ambitions. En particulier dans les trois domaines fatidiques de la monnaie, du budget et des échanges extérieurs. Les impératifs du marché et l'esprit d'initiative seront préservés comme instruments de régulation et de création.

— Tout ceci, ce sont les moyens. La finalité, c'est **le bonheur des hommes, leur épanouissement, leur liberté, leur égalité.**

La réduction et l'aménagement progressifs **du temps de travail** mettront ainsi les immenses progrès de la technique au service de la nation et des travailleurs. L'Education ne formera plus seulement des techniciens mais des citoyens dont la culture embellira la vie dans les moments de temps libre plus généreusement alloués.

Donner à chacun du **travail** et à chacun des **loisirs** représentera un grand changement, mais un changement pour le progrès à travers un ensemble de réformes généreuses, réalistes, progressives. J'ai la conviction qu'elles sont possibles et nécessaires. Elles ne mettent en cause ni **notre appartenance à l'Occident,** ni le respect de nos alliances, ni notre volonté de défense, ni notre persévérance à construire l'Union Européenne, encore moins notre attachement à la liberté. Elles complèteront seulement la démocratie par la **dimension du socialisme humaniste** qui lui manquait.

Celle-ci trouvera son prolongement sur le plan international dans une politique de **défense des droits de l'homme,** une ouverture au dialogue, un effort concerté en faveur du **désarmement** et du **développement des pays les plus pauvres.**

C'est sur ces bases que je viens solliciter à nouveau votre confiance et faire appel à votre vieille et fidèle amitié.

Investi depuis peu de la haute charge du Ministère de la Justice dans le gouvernement de **Pierre MAUROY,** je puis vous donner l'assurance que **je resterai aussi présent dans le Lot,** aussi dévoué à ses intérêts et à vos problèmes, notamment à travers l'exercice des mandats locaux de Maire de Cahors et de Président du Conseil Général. Vous me connaissez suffisamment pour n'en pas douter.

Je forme seulement le souhait de demeurer digne de la grande mission de rendre, derrière **François MITTERRAND, l'espoir à la nation,** et **en particulier à sa Jeunesse.**

Maurice FAURE

Maire de Cahors - Président du Conseil Général du Lot
Ministre de la Justice - Député sortant

Suppléant :

Me Henry MERCADIER

Maire de Parnac - Conseiller Général du Canton de Catus

Candidats du Mouvement des Radicaux de Gauche soutenus par le Parti Socialiste

PHOTO ET IMPRESSION P. ET J. DOMENE GOURDON